



Conflit Hamas-Israël 2023 : Aspects Juridiques Clés

À jour au 2 Novembre 2023

Cette note présente un aperçu des principaux aspects juridiques des hostilités déclenchées par les horribles attaques perpétrées contre Israël le 7 octobre 2023, attaques qui choquent de par leur brutalité et leur mépris pour l'humanité fondamentale. Israël s'est engagé à délivrer les otages détenus à Gaza et à défendre ses citoyens et son territoire conformément aux obligations d'un État de droit et ce, alors qu'il est confronté à un ennemi qui méprise autant le droit que la vie humaine. Les circonstances sur le terrain sont en constante évolution et il existe une désinformation générale et parfois délibérée quant au droit et aux faits. Toute analyse juridique qui se veut sérieuse doit absolument se fonder sur les règles juridiques applicables à la situation en cause, et sur un récit fiable des faits auxquels ces règles juridiques s'appliquent. À cette fin, la présente note fournit le contexte factuel et juridique important.¹

▪ Le droit applicable.

Le cadre juridique régissant les hostilités est le droit des conflits armés (DCA), également appelé droit international humanitaire (DIH), en particulier ses règles régissant la conduite des hostilités.

▪ Le Hamas et le Jihad Islamique continuent d'attaquer Israël, de détenir des otages et de commettre des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité.

Les attaques brutales perpétrées par des groupes terroristes Palestiniens le 7 octobre et depuis lors constituent à l'évidence de graves violations du droit international, et emportent souvent la qualification de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité.

Elles comprennent le massacre de plus de 1400 Israéliens et ressortissants étrangers, des blessures infligées à plus de 5500 personnes, des actes généralisés de torture et de mutilation, de personnes brûlées vives, des décapitations, des viols et des violences sexuelles, des mutilations de cadavres, l'enlèvement d'au moins 247 otages (y compris des nourrissons, des familles entières, des personnes handicapées et des survivants de l'Holocauste), le tir sans discrimination de milliers de roquettes et l'utilisation de civils Palestiniens comme boucliers humains.

Certains de ces crimes peuvent également constituer un génocide, car ils sont perpétrés dans « l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux », dans la poursuite du programme génocidaire déclaré du Hamas.

Israël continue de faire face à des tirs sans discrimination de roquettes depuis Gaza et à des tentatives répétées d'infiltration dans son territoire, visant à assassiner davantage d'Israéliens. Tout cela se produit alors que les otages kidnappés par le Hamas sont toujours sans

¹ Ce document a été préparé pendant le cours d'hostilités en constante évolution et ne doit pas être considéré comme une présentation exhaustive des positions d'Israël concernant la situation juridique et factuelle.



communication avec le monde extérieur, et que le CICR n'a toujours pas pu entrer en contact avec eux ou les visiter.

▪ **Le droit et l'obligation d'Israël de se défendre.**

En termes relatifs, compte tenu de la population israélienne, l'attaque lancée le 7 octobre équivaut à plusieurs attentats du 11 septembre. Israël a non seulement le droit mais l'obligation de défendre ses citoyens et son territoire, en prenant toutes les mesures légitimes afin de faire libérer les otages et neutraliser la menace qui pèse sur le pays. Cette menace est à la fois grave et immédiate. Certaines communautés israéliennes sont situées à quelques mètres de la frontière et des centaines de milliers d'Israéliens vivent à quelques kilomètres seulement de Gaza. Le 7 octobre, le Hamas et le Jihad Islamique ont pénétré encore plus loin sur le territoire israélien, notamment à Sderot, qui compte plus de 20000 habitants. La quasi-totalité du territoire d'Israël est à la portée des roquettes du Hamas. Dans ces circonstances, Israël a le droit et le devoir de prendre des mesures visant à priver le Hamas et les autres groupes terroristes de Gaza de leur capacité d'attaque de ses citoyens et de son territoire.

Israël est à la fois aux prises avec des attaques et des menaces continues provenant d'autres États et de groupes terroristes, notamment de l'Iran et de ses intermédiaires tels que le Hezbollah. Des centaines de roquettes, de missiles et de drones ont été tirés sur Israël depuis le Liban et la Syrie, en violation du droit international général ainsi que de la Résolution 1701 (2006) du Conseil de Sécurité des Nations Unies et de l'Accord de Désengagement Israël-Syrie de 1974.

Israël a répondu à ces attaques et a fait évacuer des communautés entières du nord d'Israël, afin de protéger leur sécurité. Plusieurs missiles balistiques et drones armés ont également été lancés sur Israël depuis le Yémen. Ces attaques continues pourraient à tout moment entraîner des hostilités encore plus larges.

▪ **L'engagement d'Israël envers le droit international.**

Malgré la brutalité inimaginable du Hamas et son mépris pour la vie humaine, qu'elle soit Israélienne ou Palestinienne, et le mépris du Hamas pour le droit, Israël est déterminé à mener ses opérations militaires conformément au droit international, comme l'ont affirmé à plusieurs reprises les hauts dirigeants politiques et militaires israéliens.

Israël a intégré le DCA dans tous les aspects de ses opérations militaires à travers une formation juridique, des procédures et des plans opérationnels, des conseils juridiques opérationnels continus et des mécanismes d'enquête rigoureux et indépendants pour répondre aux allégations de mauvaise conduite de Tsahal.

Le Bureau du Procureur Général d'Israël fournit des conseils permanents en matière de droit international au Cabinet et au Gouvernement, et la Cour Suprême d'Israël a compétence pour exercer un contrôle judiciaire, y compris pendant les hostilités.



- **Toute proposition d'équivalence morale entre Israël et les organisations terroristes est ignoble.**

L'analyse sérieuse des opérations israéliennes ne peut ignorer le contexte crucial des attaques en cours, ainsi que la nature des ennemis et l'ampleur de la menace à laquelle Israël est confronté sur de multiples fronts.

Une telle analyse doit forcément rejeter toute équivalence morale entre ceux qui se défendent contre le terrorisme et ceux qui le commettent; entre un État dont le respect du droit sous-tend ses opérations militaires et un groupe terroriste qui défie ouvertement le droit; entre Tsahal, qui vise à minimiser les dommages causés aux civils, et les groupes terroristes qui ciblent délibérément les civils israéliens tout en considérant les civils Palestiniens, perversement, comme des biens remplaçables et en les utilisant comme boucliers humains.

- **L'importance des faits.**

Pour effectuer une évaluation juridique, il importe de d'apprécier de façon précise et fiable non seulement le droit, mais également les faits. Compte tenu de la réalité dynamique et complexe des hostilités et des tentatives délibérées du Hamas et d'autres acteurs de déformer ou de fabriquer les faits, il est essentiel de faire preuve de prudence et d'éviter de porter des jugements hâtifs, comme ce fut malheureusement le cas lors de l'incident de l'hôpital *Al-Ahli*.

Les déclarations du Hamas et d'autres groupes terroristes, y compris celles des organes dirigés par le Hamas, tels que le « Ministère de la Santé », ou celles de personnalités soumises au contrôle ou à l'intimidation du Hamas, ne peuvent en aucun cas être utilisées comme références ou sources fiables.

- **Principes clés régissant les opérations militaires israéliennes :**

Distinction :

Israël opère contre le Hamas et d'autres groupes terroristes à Gaza, et non contre la population civile. Il dirige ses attaques uniquement vers des objectifs militaires et ne vise aucunement à infliger une « punition collective ».

Conformément au DCA, et surtout compte tenu de la stratégie illégale du Hamas consistant à intégrer systématiquement ses activités et ses moyens militaires dans des zones peuplées (y compris des bâtiments résidentiels et commerciaux, des lieux de culte et des hôpitaux), de nombreux biens civils en apparence peuvent devenir des cibles légitimes.

Le DCA prévoit en outre que les militants du Hamas qui ne se distinguent pas de la population civile constituent des cibles légitimes, tout comme les civils prenant directement part aux hostilités.



En conséquence, on ne peut conclure qu'une attaque était illégale en se fiant seulement sur le fait qu'étaient visés des « civils » ou des « biens civils » en apparence.

Proportionnalité :

En vertu du DCA, une attaque contre une cible militaire doit être conforme à la règle de proportionnalité, selon laquelle il est interdit de mener une attaque lorsque les dommages incidents et prévisibles comme les pertes de vies civiles, les blessures infligées à des civils ou les dommages causés aux biens civils seraient excessifs par rapport à l'avantage militaire concret et direct attendu de l'attaque. Les avantages militaires recherchés par Tsahal incluent la destruction des ressources militaires ennemies, le ciblage des militants, la dégradation et la privation de la capacité de l'ennemi à commander et à contrôler ses opérations, la neutralisation des tunnels souterrains et des infrastructures utilisées à des fins militaires et la privation de positions (telles que les tireurs d'élite, les postes antichars et de surveillance) qui mettent en danger les forces terrestres de Tsahal. Chacun de ses objectifs contribue à l'objectif global d'assurer la libération des otages et de supprimer la capacité du Hamas à attaquer Israël et ses citoyens.

Le DCA prévoit qu'une évaluation de la proportionnalité est basée sur le jugement du commandant militaire au moment de l'attaque, et non sur une analyse *a posteriori* : le test est axé sur la conduite et non sur les résultats.

En droit, les pertes civiles ou les dommages causés aux biens de caractère civil, bien que tragiques, ne permettent pas en soi d'en arriver à une conclusion quelconque quant à la proportionnalité d'une attaque. Pour ce faire, il importe d'avoir une analyse éclairée du préjudice civil prévisible et de l'avantage militaire escompté au moment de l'attaque.

Précautions et atténuation des dommages causés aux civils :

En vertu du DCA, les parties à un conflit doivent, lorsqu'elles mènent des attaques, prendre les précautions réalisables dans les circonstances opérationnelles pour minimiser les morts ou les blessés civils ainsi que les dommages aux biens civils. Conformément à ce principe, Tsahal emploie diverses mesures de précaution lorsque les circonstances opérationnelles le permettent, notamment en donnant des avertissements préalables et en présélectionnant les armes et munitions. Tentant d'atténuer les pertes civiles, Tsahal a en outre appelé à plusieurs reprises les civils à évacuer temporairement le nord de Gaza, où des hostilités plus intenses sont attendues, vers le sud, où l'aide est également plus disponible. Le Hamas a cherché à empêcher par la force les civils de quitter les zones d'hostilités afin d'exploiter de manière inexcusable les pertes civiles et d'entraver les activités opérationnelles de Tsahal.



Assistance humanitaire :

En vertu du DCA, les parties à un conflit armé sont tenues d'autoriser et de faciliter l'accès aux envois de fournitures essentielles à la survie de la population civile, si la population civile ne reçoit pas ces fournitures de manière adéquate.

Cette obligation est soumise à des conditions importantes selon le DCA. Notamment, l'absence de raison sérieuse de craindre que les envois soient détournés de leur destination civile, ou qu'ils octroient d'une manière quelconque un avantage certain aux efforts militaires de l'ennemi.

Israël ne souhaite aucun mal aux civils et s'engage à répondre aux besoins humanitaires de ceux qui souffrent de la brutalité du Hamas et de l'instigation de ces hostilités. Une unité israélienne désignée (COGAT) surveille de près la situation humanitaire et les besoins de la population civile à Gaza, et coordonne les activités humanitaires avec les acteurs et agences internationaux concernés.

En outre, Israël facilite l'entrée de cargaisons et d'aide supplémentaire à Gaza en provenance d'Égypte et s'efforce d'augmenter considérablement cette aide. Israël agit ainsi alors même que le Hamas possède de nombreuses fournitures essentielles qu'il refuse délibérément à ses civils, et que certains des envois entrant à Gaza comprennent des fournitures qui ne manquent pas actuellement.

Pour répondre efficacement à la situation humanitaire à Gaza, il est impératif de reconnaître que la plus grande menace humanitaire pour les Palestiniens de Gaza réside dans le fait qu'ils vivent depuis des années sous le contrôle d'une organisation terroriste génocidaire qui ne se soucie pas de leur bien-être, vole systématiquement l'aide internationale et fait entrer clandestinement des armes via cette aide, afin de faire avancer ses propres objectifs terroristes.

De vastes provisions de carburant, de fournitures médicales et autres fournitures, tous destinés aux hôpitaux et à l'usage civil en général, ont été subtilisées et stockées par le Hamas, qui les utilise pour soutenir ses opérations militaires et ses attaques contre Israël. D'ailleurs, l'UNRWA a récemment déclaré publiquement que le Hamas a volé des dizaines de milliers de litres de carburant de ses entrepôts. La sincère préoccupation concernant la situation humanitaire doit donc se traduire par un appel sans équivoque au Hamas de libérer les réserves qu'il nie à la population civile, ainsi que par la mise en place de mécanismes efficaces afin de veiller à ce que l'aide humanitaire soit acheminée à la population civile tel que prévu, et ne soutienne pas les terroristes qui mettent en péril la vie des Israéliens et des Palestiniens.

Afin de relever les défis juridiques et pratiques de l'aide humanitaire dans ces circonstances exceptionnelles, il est toujours important de maîtriser les faits précis. Notamment :

- Les tirs du Hamas ont endommagé 9 lignes électriques sur 10 en provenance d'Israël. Ces lignes fournissaient environ 50 % de l'électricité à Gaza, le reste étant produit localement.



- Le 7 octobre, le Hamas a attaqué et endommagé considérablement le principal passage des civils palestiniens vers Israël (par lequel passaient quotidiennement près de 20000 travailleurs de Gaza), tuant et enlevant du personnel israélien.
- Ces dernières années, Israël a facilité l'installation de sources d'énergie alternatives (telles que des panneaux solaires) pour la plupart des services essentiels à Gaza.
- 90% de l'eau de Gaza ne vient habituellement pas d'Israël.
- Israël continue de fournir de l'eau à Gaza (notamment en réparant les canalisations endommagées par les tirs du Hamas).

Israël demeure engagée à garantir et à élargir l'accès des civils Palestiniens à l'aide humanitaire. Cela dit, le droit international n'exige pas qu'Israël agisse de manière telle que cette aide puisse être détournée ou exploitée pour soutenir les capacités du Hamas et lui permettre d'attaquer Israël et ses citoyens.

Pour plus de détails, voir ci-joint :

ANNEXE 1 : Les Attaques et Menaces contre Israël – Autres Détails [Anglais]

ANNEXE 2 : Aspects Juridiques du Conflit Hamas-Israël 2023 [Anglais]

ANNEXE 3 : Ressources Supplémentaires sur les Faits et le Droit [Anglais]